Village roms à Indre, après 4 ans d'accueil : "Si on lâchait les familles aujourd'hui, elles retourneraient dans la misère"

21/05/2014 à 19h57

Le maire qui défendait ce projet d'accueil et d'intégration a été battu aux municipales. Son successeur avait fait campagne sur l'hostilité au projet.

Il avait annoncé «jouer son mandat sur des valeurs humanistes», il a perdu. Battu aux dernières élections municipales à Indre, village de 4 000 habitants situé à quelques kilomètres de Nantes, Jean-Luc Le Drenn ne peut masquer un certain dépit. «Même si c'est dur à digérer, on est allé au bout de nos convictions», tente-t-il de se rassurer. Ses convictions ? «Le cœur et l'humain d'abord.» En l'occurrence, une initiative plutôt rare : la construction d'un village de la solidarité à quelques pas de l'hôtel de ville pour y accueillir cinq familles roms. L'expérience, vieille de quatre ans, pourrait pourtant se terminer plus tôt que prévu.

Le nouveau maire, Serge David [divers gauche], a en effet mené campagne contre le village, symbole, selon lui, de «l'invasion des Roms» dans la commune (1). «Une famille intégrée, c'est un mobile home fermé. Jusqu'à la disparition du village», a-t-il par exemple déclaré à Ouest France. Depuis, l'élu (divers-gauche) préfère rester discret sur ce dossier sensible….

Les militants associatifs sont sur leurs gardes. «Depuis quelques semaines, l'ambiance dans le village a changé,

raconte Claude Marais, membre de Romsi. Certaines personnes ne disent plus bonjour aux Roms, comme si l'élection les autorisait à se comporter différemment.» La campagne électorale a été marquée par plusieurs dérapages verbaux. «Lors d'une réunion publique de Serge David dans mon quartier, j'ai décidé d'expliquer ce qu'on faisait au village, se souvient la militante. **Et là, ça a été surréaliste. J'ai été huée, certaines personnes hurlaient "Foutez-les à la Loire, foutez-les à la poubelle !"**».

> *Dans la presse, le nouveau maire s'est aussi laissé aller à un étrange slogan : «Indre aux Indrais»…*

Or, rappelle Claude Marais, toutes règlent «**un loyer d'environ 50 euros** et leurs factures d'eau et d'électricité». En quatre ans d'existence, les retards de paiement ont été «très rares», signale l'ancien maire. Pour les défenseurs du projet, mettre un terme à l'expérience dans les prochains mois serait en tout cas prématuré.

> *«Si on lâchait les familles aujourd'hui, elles retourneraient dans la misère, expose Claude Marais. **L'intégration sera de toutes façons très longue. Elle se fera avec la génération des enfants qui vont à l'école.**» C'est d'ailleurs un élément clé du contrat passé avec les familles du village : **la scolarisation en échange de l'accueil et l'accompagnement….***

Si les choses semblent avancer avec certaines familles, c'est néanmoins au prix d'efforts soutenus. L'assiduité aux cours de français n'a pas toujours été au rendez-vous. «**Les Roms vivent au jour le jour, c'est parfois compliqué de leur faire respecter un certain cadre**», explique Claude Marais. «Il ne faut pas faire d'angélisme, ce n'est pas le monde des bisounours, développe-t-elle. Leur religion – ils sont pentecôtistes évangélistes – a un énorme poids. L'avortement est interdit. **Du coup, certaines filles sont enceintes à 14 ans. Elles quittent l'école, alors que la scolarisation est**

obligatoire jusqu’à 16. Il faut se bagarrer pour qu’elles continuent à y aller.» L’intégration professionnelle reste aussi précaire : la plupart des adultes vivotent de ménages ou de CDD dans le milieu agricole…
Libération